

Définir une position commune

**Intervention du 3 septembre 2006
aux Jardins de Wallonie 2006**

**Abbaye de Floreffe
par Jacques Brassinne de la Buisserie, Président de l'Institut Destrée**

Je m'occupe effectivement de problèmes institutionnels depuis de nombreuses années avec un grand intérêt de ma part, mais avec peu d'intérêt parmi les gens qui me lisent. C'est très limité. Peut-être que dans les mois qui vont préparer les élections on va revenir à tous les problèmes qui ont été soulevés autour de la table. En vous écoutant, j'ai entendu beaucoup de choses. Je vais vous livrer en vrac mes réactions.

Le problème Communauté-Région

On continuera à vivre dans des communautés et des régions. Personnellement, je le regrette, parce qu'on n'arrivera jamais à avoir une vraie Région si on n'a pas sa culture, si on n'a pas son enseignement. On peut le tourner comme on veut. Je ne suis pas vraiment un grand partisan de mettre le feu aux poudres, parce que, c'est vrai, régionaliser l'enseignement va poser des problèmes comme n'importe quelle matière si on veut la régionaliser. Cela va poser des problèmes de budget, bien sûr, de statut du personnel... mais on n'en sortira pas. C'est mon sentiment. Je ne suis pas politique quand je dis des choses pareilles. C'est l'analyse des choses, l'analyse de ce qu'on voit dans d'autres pays. Il faut pouvoir disposer de son enseignement, c'est clair. La culture, cela va de soi, c'est beaucoup plus facile à maîtriser que l'enseignement. Pourquoi ? Parce que pour la culture, il n'y a pas toutes ces structures, il n'y a pas ces problèmes de diplôme, d'équivalence. La culture, c'est quelque chose que nous avons en nous et que nous pouvons développer avec les autres, sans les autres, c'est notre problème. C'est mon sentiment.

Le problème de Bruxelles

Je n'ai pas entendu parler de Bruxelles. On n'a pas soulevé le rôle de la capitale. Est-ce que, nous, Wallons, nous nous sommes faits à l'idée d'abandonner Bruxelles ? C'est difficile à croire que nous puissions penser cela sauf, peut-être, si un jour on dit : "Bruxelles va devenir une vraie Région avec son enseignement, sa culture – qui est différente de la nôtre –". Si on va vers cette perspective là, je suis d'accord de revoir la notion de Communauté française qui est une notion qui, sentimentalement, est importante, mais qui, pratiquement, n'existe pas. Si vous me dites : "J'ai rencontré la Communauté française", je dirai : "Ah oui ! Et où ?" C'est triste à dire parce que nous appartenons tous à cette communauté française au sens le plus large, mais quand on gratte... J'ai été encore récemment au Parlement de la Communauté française où on remettait le prix Aaron Condorcet. Quand on est dans ces locaux, on se demande ce qu'on y fait. Je crois que nos députés, nos sénateurs, quand ils y sont, se cherchent aussi. Mais c'est un débat que nous n'allons pas résoudre aujourd'hui.

Définir une position commune

J'en viens à mon point suivant. Dans la perspective qui nous intéresse, il faut – et c'est là-dessus que j'aurais voulu tout à l'heure intervenir –, un moment donné, que nous

définissions notre position. Je reviens à ce que Jean-Michel Javaux disait. Il faut s'intégrer dans un mouvement. Il va y avoir des discussions et nous savons très bien qu'il y aura trois mois de discussion en juin, juillet, août. Si on a un gouvernement pour septembre 2007, ce sera un tour de force. On n'aura pas Dehaene qui dira : "Sire, donnez-moi cent jours". Cela va durer longtemps et nous aurons un compromis de compromis qui ne résoudra rien. Je dis parfois dans des cénacles que mes arrière-petits-enfants seront encore en train d'être confrontés avec les problèmes que nous connaissons aujourd'hui. On va lâcher du lest dans certains domaines. Dans la sécurité sociale, il est probable qu'on va arriver à des compromis qui seront acceptables pour toutes les parties, sinon, il n'y a pas de compromis, il n'y a rien qui se passe. Mais cela n'est pas pensable, la nature a horreur du vide. Il se passera quelque chose. Ce qui se passera après juin 2007, personne ne peut le savoir, parce que si vous avez examiné, comme j'ai eu l'occasion de le faire, les points sur lesquels il y avait presque eu un accord la fois dernière, on est sidéré de voir que les Flamands, presque tous, avaient accepté qu'il y ait des écoles françaises dans la périphérie bruxelloise, ils avaient accepté que l'on puisse ouvrir des maisons de la culture. C'était tellement aberrant que je me suis dit : "Ce n'est pas possible, je n'ai rien compris, c'est un autre pays, ce n'est pas du tout ce à quoi on s'attendait". Donc, le compromis interviendra, ce qu'il sera, je suis incapable de vous le dire, et d'ailleurs, cela a un intérêt limité pour la population, parce que la population ne se passionne pas pour ces problèmes-là. Elle se passionnera quand on parlera de choses sérieuses, comme la sécurité sociale, l'emploi... Mais tout ce qui est linguistique, la périphérie... Maintenant j'ai vu que nos amis flamands prennent des initiatives locales. On ne pourra plus parler français dans les cours de récréation. C'est tellement aberrant que mieux vaut en rire. Parce que leur problème, c'est vrai. J'ai deux petits-enfants qui vont dans une école flamande, c'est vrai qu'à la récréation, ils parlent tous français. Cela énerve, mais il faudra, à un moment donné, passer au-dessus de tout cela.

La chose qui m'a frappé dans tout ce que j'ai entendu, c'est l'idée que nous devrions avoir une position commune, arrêtée, avant que ces négociations commencent. Alors maintenant, je passe à un stade beaucoup plus ultime, parce que ce sont les problèmes économiques et sociaux qui nous intéressent. Nous devrions avoir une position commune. C'est ce qu'on dit à chaque élection, je pourrais faire un historique de ce genre de chose. Les partis francophones, la main sur le cœur, disent : " nous devons adopter une position commune". Mais la politique commune de ces partis francophones, ce n'est pas une politique wallonne. C'est une politique francophone, c'est la défense des intérêts des francophones, mais ce n'est pas nous les francophones. Nous sommes des Wallons, pas des francophones. J'exagère pour provoquer des réactions. Il y a ici, autour de la table, des représentants de tous les secteurs. Ce serait peut-être une idée que l'Institut Destrée prenne contact et essaye de faire, non pas un manifeste, mais une base commune en disant : "Vous qui allez négocier, vous allez négocier pour la Communauté, pour le bien du pays, mais nous, Wallons, à cette occasion, nous voudrions deux, trois petites choses qui nous permettraient d'aller plus loin". Et moi, je le dirai franchement, je mets la culture et l'enseignement dans ce genre de chose. On devrait avoir, nous aussi, notre shopping-liste, mais quelque chose d'un peu plus élevé que des points rassemblés. On devrait permettre à ceux qui vont négocier dans tous les partis, d'avoir un certain nombre d'idées. Il ne faut pas leur demander des choses précises, parce que quand on va à une négociation, les choses ne se passent jamais comme on pense. Mais je voudrais que nous ayons un document qui ne dépasse pas la page, disant, "Nous, pour la Wallonie, nous pensons que, avec le Plan Marshall, avec le Contrat d'Avenir... nous demandons de faire un pas de plus en avant, parce que pour réaliser tout cela, il nous faut la maîtrise de l'ensemble de nos instruments". La maîtrise de nos instruments passe aussi par l'enseignement, passe aussi par la culture, passe par tout ce qui est sur le plan économique et social. Mais là, contrairement à ce que l'on pourrait penser,

on est plus avancé et on pourrait simplement bétonner nos positions. Je crois que nous avons neuf petits mois pour faire un document que nous diffuserions, qui est un document presque a-politique. On essayerait de se placer – comme tout à l'heure quand on a discuté autour de la table – en disant que ce que l'on veut, c'est bien de la Wallonie, avec elle et malgré elle, si elle ne nous suit pas dans notre raisonnement.